



Département de la Gironde

Commune de La Teste de Buch

Enquête publique

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la
commune de La Teste de Buch pour le projet de
relocalisation d'un tronçon de piste cyclable au niveau du site de La
Lagune

RAPPORT

L'enquête s'est déroulée du 14 novembre au 13 décembre 2022

Destinataires

- Madame la Préfète du département de la Gironde (Direction départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) – Service des procédures environnementales)
- Madame la Présidente du Tribunal administratif (TA) de Bordeaux (sans pièce jointe)

Table des matières

1	Généralités	4
1.1	Objet de l'enquête.....	4
1.2	Contexte juridique.....	4
1.3	Nature et caractéristiques.....	5
1.4	Incidences et mesures prises.....	6
1.5	Effets cumulés	7
1.6	Dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme....	7
1.7	Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes	7
1.8	Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Région Nouvelle-Aquitaine	7
1.9	Autres avis émis avant l'enquête	8
1.9.1	Examen conjoint du projet de mise en compatibilité	8
1.9.2	Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS)	8
1.10	Synthèse des données présentées à l'enquête publique.....	9
1.10.1	Intérêt général du projet.....	9
1.10.2	Mise en compatibilité du PLU.....	9
1.11	Composition du dossier.....	10
2	Organisation et déroulement de l'enquête.....	11
2.1	Préparation et exécution de l'enquête publique	11
2.2	Information du public – Publicité légale.....	12
2.3	Modalités de consultation et accueil du public.....	12
3	Clôture de l'enquête publique	12
4	Observations du public, questions du CE et réponses du maître d'ouvrage	12
4.1	Bilan des observations.....	12
4.2	Examen des réponses aux observations et questions du commissaire enquêteur	12
4.2.1	Présentation par thèmes.....	13

Annexes

Les annexes sont indissociables du rapport.

Annexe 1 : procès-verbal de synthèse du 16 décembre 2022

Annexe 2 : mémoire en réponse du porteur du projet du 03 janvier 2023

Pièces jointes

PJ n° 1 : décision du Tribunal administratif de Bordeaux portant désignation du commissaire enquêteur

PJ n° 2 : registre d'enquête y compris courriel

PJ n° 3 : dossier d'enquête

PJ n° 4 : certificat d'affichage

1 Généralités

1.1 Objet de l'enquête

L'enquête publique porte sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de La Teste de Buch pour le projet de relocalisation d'un tronçon de la piste cyclable au niveau du site de La Lagune. L'enquête publique s'inscrit dans les cadres des codes de l'environnement et de l'urbanisme, soumettant à enquête publique un projet public ou privé d'intérêt général non compatible avec le PLU. La piste cyclable est un tronçon de la Véloodyssée Atlantique rejoignant Roscoff à Hendaye-Plage en passant par Arcachon et Biscarosse-plage.

La Teste de Buch, commune très fréquentée de la façade atlantique, occupe une superficie de plus de 26 000 hectares (ha) dont près de 60% est classé en milieu forestier, suscitant un attrait touristique important, notamment par la présence de la dune du Pilat (partie au réseau des Grands sites de France). La commune propose une fenêtre océane de près de 18 km avec quatre plages surveillées. Sur le littoral, il est observé des phénomènes importants d'érosion sur le secteur entraînant un recul conséquent du trait de côte sur des sites revêtant de forts enjeux environnementaux, touristiques et économiques. Face à l'accroissement de ces risques, dans une perspective à moyen terme, la commune a souhaité se doter d'une Stratégie locale de gestion de la bande côtière, afin de préserver à la fois les personnes, les biens et l'attractivité de son littoral. Dans les « Plans plages », des actions de repli sont programmées, notamment sur les plages domaniales du Petit Nice et de La Lagune. L'accompagnement des processus naturels par une lutte active souple, notamment du recul du retrait de côte, est porté par l'Office national des forêts (ONF).

Le projet soumis à l'enquête publique porte sur l'intérêt général du projet de relocalisation de la piste cyclable du site de La Lagune. En effet, en septembre 2020, un problème spécifique urgent a été identifié entre les sites du Petit Nice et de La Lagune sur un tronçon de la Véloodyssée, qui menaçait de partir à l'eau au rythme de l'érosion constatée. Ainsi un nouveau tronçon temporaire a été mis en place à l'aide d'un plancher amovible afin de préserver la continuité de la piste avant l'été 2021. Dans le cadre de la pérennisation de la voie cyclable, une option est présentée à l'enquête publique, impliquant une mise en compatibilité du PLU de la commune. Le projet est situé dans un espace forestier appartenant au domaine privé de l'Etat et n'impacte aucune infrastructure ou habitation.

En accord, avec la commune, l'Office national des forêts (ONF) sollicite l'ouverture d'une enquête publique pour réaliser le projet au vu de son intérêt général.

1.2 Contexte juridique

Le Code de l'urbanisme (CU), en particulier les articles L.330-6, L.153-54 à L.153-9 et R.153-15 à R.153-17, prévoit que le projet doit faire l'objet d'une enquête publique portant sur l'intérêt général d'une action et les dispositions nécessaires. L'enquête publique s'inscrit également dans le cadre du Code de l'environnement (CE) au titre des articles L.123-1 à L.123-2 et R.123-1 et suivants relatifs aux enquêtes pour les opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

En matière d'urbanisme, le conseil municipal de la commune de La Teste de Buch a approuvé un plan local d'urbanisme le 6 décembre 2011, modifié ou mis à jour en mars 2014, janvier 2016, juillet et octobre 2019, ainsi que septembre et décembre 2021. De plus, une procédure de modification a été prescrite en décembre 2021 afin de favoriser la production de logements sociaux sur le territoire et d'actualiser des emplacements réservés. Administrativement, la commune fait partie du Syndicat mixte du Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre (Sybarval). Le Schéma de cohérence territoriale (SCOT), annulé dans sa totalité le 18 juin 2015, est en cours d'élaboration. Les amendements apportés au PLU doivent

prendre en compte les données du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Nouvelle Aquitaine approuvé le 27 mars 2020.

Pour mémoire, les principales procédures relèvent de l'élaboration d'un dossier, de la réunion d'examen conjoint relative au dossier de mise en compatibilité du PLU, de l'enquête publique et de la délibération du conseil municipal pour adopter la déclaration de projet et approuver la mise en compatibilité du PLU afin de permettre la réalisation du tronçon de piste cyclable.

1.3 Nature et caractéristiques

Les données présentées sont extraites du dossier d'enquête publique. Les évolutions, formulées par les réponses au procès-verbal de synthèse font l'objet d'alinéas particuliers du paragraphe 4.2..

Le projet est porté par l'ONF, mettant en œuvre le régime forestier, à savoir un ensemble de principes visant à assurer la gestion et la conservation de la forêt. Il est partenaire de communes forestières, dont La Teste de Buch. A ce titre, une convention générale et des conventions particulières lient les deux parties. Ainsi, dès début 2019, à la demande de la commune, l'ONF accepte d'être maître d'ouvrage pour le « Plan plages » et a signé une convention particulière pour le projet afin de fixer les modalités d'octroi de l'aide communale allouée.

Le projet soumis à l'enquête publique est de recréer un tronçon de piste cyclable définitif reliant le réseau cycliste existant du Petit Nice au niveau de l'entrée Nord du site de La Lagune. Afin de garantir une continuité cyclable sécurisée, il est prévu la création d'un nouveau tronçon de 830 m sur une emprise de 5m. La voie de circulation sera créée en enrobé sur une largeur de 3m. Le document mentionne la démolition de l'ancien tronçon cyclable et l'usage de matériaux démolis comme couche de fond pour les travaux de création ainsi que la suppression d'un tronçon temporaire installé en mars 2021. La piste cyclable est tracée dans des zones NR - zone naturelle de protection des espaces remarquables - et NP – zone naturelle de protection des espaces naturels -. La zone NP ne comprend aucun espace boisé classé (EBC) et l'implantation d'une piste cyclable n'a donc aucune incidence quantitative sur les surfaces déclassées ou classées. Pour la zone NR, toute nouvelle piste cyclable se doit d'être détramée et implique donc une réduction de surface de l'EBC, d'une part, et un tronçon supprimé induit un accroissement de la surface d'EBC, d'autre part.

En raison de l'observation de phénomènes importants d'érosion du littoral entraînant un retrait du trait de côte, une étude de « Stratégie locale de gestion de la bande côtière » a permis de définir un schéma d'aménagement adossé à un programme d'actions, dont un volet spécifique traite des pistes cyclables. Plusieurs scénarii sont ainsi présentés, toutefois afin de consolider le projet préférentiel, il est décidé de mener des études préliminaires complémentaires et actualisées. Un dispositif de suivi du trait de côte est mis en place dès octobre 2019 et renforcé en octobre 2020. Afin de matérialiser l'évolution, des instruments de mesure, d'alerte et de suivi sont installés au droit des sites du Petit Nice et de La Lagune, des relevés sont effectués d'octobre 2019 à septembre 2021. Au vu du fort recul du trait de côte au nord de La Lagune, des marqueurs complémentaires sont disposés sur une zone plus resserrée, en particulier au niveau de la piste cyclable entre le Petit Nice et La Lagune ainsi qu'au sud de ce site, à l'observatoire et à La Salie pour la période d'octobre 2020 à septembre 2021.

Ainsi, des documents présentés, il est à noter que le site du Petit Nice, au nord du secteur de l'enquête, n'est plus impacté depuis deux (2) ans par un phénomène érosif majeur et que le cordon dunaire est en phase de reconstruction en relation avec la création d'une avant dune.

Pas ou peu impactées durant les dix dernières années avant 2019 à l'exception de l'année 2015, certaines zones du site de La Lagune et du tronçon de piste cyclable nord ont fait l'objet d'une tendance d'érosion critique et continue sur la période d'octobre 2019 à septembre 2021. Ainsi, un recul exceptionnel de plus de 80 m a été noté et une accélération du recul du trait de côte a été constatée sur la dernière année (2021) passant de 30 m à 45 m. Cette érosion a entraîné un déplacement vers

l'arrière de nombreux équipements ainsi que la coupe préventive de nombreux arbres en sommet de dune pour éviter notamment de créer des embâcles dans la passe sud du bassin, au droit du banc d'Arguin.

Sur les différents sites de l'observatoire et de La Salie, une tendance générale à l'érosion est constatée sur le premier et une phase d'accrétion (avancée du trait de côte) pour le second.

Les terrains du projet sont constitués d'un milieu forestier de jeunes pins maritimes de 15 ans, géré en futaie régulière, y rencontrant une biodiversité caractéristique des milieux dunaires (arbousier, genêt à balai, ajonc d'Europe...), d'espaces ouverts le long de la route départementale 218 et d'une parcelle sous couvert de pins maritimes à vocation d'accueil du public, secteur entretenu et géré durablement.

En termes d'environnement, le tracé défini ne se situe sur aucun périmètre de protection de monuments, sites classés ou ouvrages d'adduction d'eau potable (AEP). Il convient de souligner que le projet est situé à proximité de deux sites Natura 2000, à environ 400 m des « Dunes modernes du littoral landais d'Arcachon à Mimizan plage » et 700 m du « Bassin d'Arcachon et Cap Ferret », « Bassin d'Arcachon et banc d'Arguin » ainsi que d'un site inscrit « Forêt usagère (littoral et extension) ». Il est également compris sur le territoire du Plan de prévention des risques d'avancée dunaire et recul du trait de côte communal ainsi que dans l'emprise Espace boisé classé (EBC) de la commune de La Teste de Buch.

S'appuyant sur ses données et celles de différents bureaux d'études, l'ONF a réalisé une étude environnementale de 2019 à 2020 dans le cadre du projet plus général de requalification des Plans plages de La Teste de Buch. De cet inventaire naturaliste et de manière plus ciblée, aucune espèce protégée n'a été contactée sur le périmètre du projet de relocalisation de la piste cyclable. Deux faunes (lépidoptères - papillons), une œdipode soufrée (orthoptères - sauterelle), quatre Fauvettes Pitchou et un Engoulevent d'Europe (oiseaux) et une vipère aspic de Zinniker (reptiles) ont été localisés à une distance supérieure à 125 m pour un faune et plus de 300 m pour les autres animaux. S'agissant de la flore, des plans de lotiers velus sont situés à 500 m du projet. Par ailleurs identifiés respectivement à 85 m et 25 m du tracé de la future piste, le silène conique et la néottinée maculée ne sont pas impactés.

1.4 Incidences et mesures prises

Selon les données du dossier, en raison de la construction de la piste, un léger changement de la perception paysagère est lié à la création d'une emprise plus large que la limite de la parcelle forestière existante, elle sera peu visible en raison de la faible augmentation de la largeur. Sur le plan du patrimoine naturel et des continuités écologiques, la relocalisation de la piste induit une artificialisation globale de 4 150 m² et, lors de la rédaction du dossier, il est mentionné que les milieux appauvris, des coupes de pins maritimes et d'une partie du sous-étage d'arbousiers, ainsi que l'ouverture induite devraient permettre à certaines espèces, identifiées par l'inventaire naturaliste, de se développer. S'agissant du revêtement de la piste cyclable par un enrobé, une imperméabilisation est envisagée, la piste légèrement bombée et les accotements en graves naturelles (GNT) permettront une infiltration des eaux dans le milieu naturel. En outre, la renaturation de l'ancien tracé compensera un impact sur la ressource en eau.

S'agissant du risque incendie, la création de cette emprise offre une complémentarité pour la circulation de véhicules soit de secours soit d'autres services ou de particuliers lors de procédures d'évacuation ordonnée par les autorités. En complément, le débroussaillage de part et d'autre de la piste est programmé lors de travaux d'entretien annuel.

Bien que n'ayant que des incidences limitées et aucune incidence sur les sites Natura 2000 à proximité de la zone de projet, des mesures d'évitement, de réduction et de compensation éventuelle sont précisées par le maître d'ouvrage.

En matière d'évitement, lié à la phase de chantier, la réalisation des travaux sera effectuée en dehors des périodes de reproduction des espèces, notamment les oiseaux (Fauvette Pitchou, Engoulevent d'Europe) et Vipère aspic, a priori chantier en automne ou l'hiver. Les matériaux de l'ancien tronçon seront réutilisés autant que possible afin de diminuer les apports extérieurs.

En termes de réduction, la limitation des coupes d'arbres sera recherchée en suivant l'emprise de limites de parcelles, les abords de la piste conserveront la perméabilité des sols et le débroussaillage et l'élagage permettront de limiter la propagation des feux.

La renaturation par voie naturelle de l'ancien tronçon compensera de manière significative la création du nouveau tracé.

1.5 Effets cumulés

En l'état actuel, le projet de piste cyclable sur le territoire de La Teste de Buch est unique. Des dispositions d'aménagement faisant suite aux dégâts provoqués par les incendies de juillet 2022 sont en cours d'études particulières, comprenant entre autres les « Plans plages ». Le projet sera ainsi pris en compte dans les réflexions menées aux plans local et départemental. Ce point est présenté au paragraphe 4.2.

1.6 Dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme

Le dossier est présenté par l'ONF, qui s'est appuyé sur ses services, des bureaux d'études et les services de la commune de La Teste de Buch.

Faisant référence aux éléments relevés au cours des campagnes écologiques et issus de travaux menés au titre de l'étude d'impact, le dossier présente un argumentaire pour justifier l'intérêt général du projet. Ainsi, sont mentionnées la discontinuité actuelle de la piste cyclable d'intérêt national, l'offre d'un tronçon sécurisé, dédié et non menacé sur le long terme par l'érosion marine, une possibilité complémentaire de voie de secours dans la forêt domaniale ainsi que la canalisation maîtrisée du public afin de concilier fréquentation et protection, en particulier du cordon littoral.

En termes de prévention du risque de feux de forêt, il est précisé que des travaux de débroussaillage et de fauchage seront menés régulièrement sur les bas-côtés dans le cadre de la réglementation de la Défense de la Forêt contre l'incendie (DFCI).

En synthèse, les impacts résiduels sont jugés positifs sur le climat et l'économie en général, faible sur la faune et la flore.

1.7 Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes

Couvert par le SRADDET Nouvelle-Aquitaine en l'absence de SCOT, le plan local d'urbanisme doit y être compatible. A ce titre, sont pris en compte les objectifs et règles, en particulier les règles 15, 18 et 26 portant sur le développement des mobilités douces.

1.8 Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Région Nouvelle-Aquitaine

Le 23 juin 2022, la Mission régionale d'autorité environnementale a décidé que le projet de mise en compatibilité par déclaration de projet du plan local d'urbanisme de la commune de La Teste de Buch n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Mentionnant la cohérence du projet avec le « Plan plage » en cours d'élaboration, la mission considère qu'il convient de réaliser un itinéraire sécurisé plus éloigné du trait de côte, au vu des campagnes de mesures effectuées par la collectivité, de l'intensification du trafic de vélos et d'éviter le report de ce trafic sur la route départementale 218. La MRAe prend en compte le fait que le projet ne présente pas de forts risques écologiques, qu'aucun habitat et aucune espèce d'intérêt communautaire ou patrimoniale n'a été recensé sur le tracé. A la lecture du dossier présenté, la mission note également que l'abattage d'arbres sera limité sur les 2 075m² d'EBC déclassés et prend en compte la renaturation de l'itinéraire actuel en vue d'une reprise végétale spontanée.

Appréciation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur prend note des éléments de la décision de la MRAe en considérant les éléments présentés.

1.9 Autres avis émis avant l'enquête

1.9.1 Examen conjoint du projet de mise en compatibilité

Le 8 juin 2022, les personnes publiques associées (PPA) ont tenu la réunion d'examen conjoint ayant pour but de porter à connaissance le projet de déclassement d'une portion du zonage EBC du PLU de La Teste de Buch en vue de la réalisation d'un nouveau tronçon de piste cyclable entre le Petit Nice et La Lagune, la procédure étant portée par l'ONF.

Le document précise que des surfaces EBC peuvent être supprimées ou ajoutées pour assurer la pérennité des équipements d'accueil du public. D'après le compte rendu, il est proposé de déclasser environ 2 075 m², soit un peu plus de 0.2 ha, sur une surface totale, en 2011, de 9502.6 ha, de l'ordre de 0.001%. Le document reprend l'argumentation concernant l'intérêt général du projet : recréer un tronçon définitif, garantir une continuité cyclable sécurisée avec séparation des flux, limiter le risque d'impact du recul du trait de côte et participer à la canalisation maîtrisée du public en forêt et à la protection des milieux naturels.

S'agissant de l'impact environnemental, il est souligné qu'aucune espèce protégée n'est présente sur le périmètre du projet. En termes d'incidences, sont mentionnés que la perception paysagère est légèrement modifiée, le cortège écologique ne subit pas d'impact, et que, pour faire face au risque d'incendie, une zone de débroussaillage est prévue. Par ailleurs, la promotion des mobilités douces est un facteur améliorant les aspects nuisance, pollution, climat, air et énergie.

Un avis favorable est émis par le SCOT du Born. Le SYBARVAL (syndical mixte pour la révision et le suivi du SCOT du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre) ne fait pas de remarque sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU (DPMEC).

En conclusion, il n'est pas ressorti d'avis défavorable ou de remarques particulières sur le projet de déclassement de l'EBC de la part des personnes publiques associées sollicitées.

1.9.2 Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS)

Lors de la séance du 19 juillet 2022, la CDNPS a approuvé à la majorité la proposition d'émettre un avis favorable avec la prescription suivante : le revêtement doit être en conformité avec la réglementation, qu'elle ne soit ni cimentée, ni bitumée (liste des aménagements légers mentionnés à l'article R.121-5 du code de l'urbanisme).

Appréciation du commissaire enquêteur

Le revêtement de la bande de roulement de la piste cyclable dans un environnement forestier doit répondre à des critères particuliers de résistance. Afin de réduire le plus possible les dégradations

rapides, le maître d'ouvrage se doit de rechercher le matériau le mieux adapté pour préserver un maximum de possibilité d'infiltration des eaux tout en offrant la durabilité optimale.

1.10 Synthèse des données présentées à l'enquête publique

1.10.1 Intérêt général du projet

Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU communal souligne le potentiel touristique particulièrement important de la commune tout en mentionnant les exigences d'ordre environnemental et écologique. Ainsi, le développement des alternatives douces de déplacement constitue un des principes d'aménagement à respecter.

Localement, les loisirs de nature de type itinérance cyclable sont en forte augmentation, en particulier pendant la période estivale. Un axe de circulation dédié sur un périmètre sécurisé est un élément répondant à la mise en œuvre d'un réseau cyclable touristique en cohérence avec les schémas départementaux, régionaux, nationaux et européens.

Sur les dernières années, une forte augmentation de la fréquentation estivale de l'ordre de 40 % est constatée, sur les périodes de 2018 à 2020. En parallèle, le rythme soutenu du recul du trait de côte a entraîné une discontinuité de la piste palliée par une structure temporaire avant l'été 2021. La pérennité d'un tracé permet de réduire le coût global liée à d'éventuels réaménagements partiels et conjoncturels.

Ainsi, le projet relocalisé offre une voie cyclable non menacée par le recul du trait de côte sur le long terme.

En espace protégé, les usagers bénéficient d'une sécurisation accrue. Est offert également un axe sécurisé et dédié aux cyclistes en leur évitant d'emprunter la route départementale 218 reliant La Teste de Buch à Biscarosse.

Sur un plan sécuritaire plus général, la piste fait office de voie de secours complémentaire en cas d'incendie ou d'évènement grave nécessitant l'évacuation rapide d'un grand nombre de personnes.

De plus, sur un plan environnemental, elle participe à la canalisation maîtrisée du public afin de concilier fréquentation et protection des milieux naturels, notamment forestiers de la façade atlantique.

1.10.2 Mise en compatibilité du PLU

L'adéquation aux orientations régionales est matérialisée par des réponses concrètes aux objectifs et règles du SRADET Nouvelle-Aquitaine. Les amendements du PLU sont très limités, ne portant que sur la planche graphique et l'indication de la superficie de l'espace boisé classé (EBC) sur un tableau du rapport de présentation.

En effet, l'orientation n° 2 du projet d'aménagement et de développement durable prévoit de favoriser les déplacements alternatifs. A ce titre il est précisé qu'un des objectifs est d'aménager son réseau de voiries selon des principes qui permettront de développer les possibilités de déplacements doux (parcours piétons, pistes cyclables).

Le rapport de présentation identifie, en matière d'équipements touristiques, le besoin d'une jonction cycliste Nord / Sud du Petit Nice à La Salie.

Pour la zone NR, le règlement précise que l'implantation d'équipements légers pour les cheminements cyclables est possible à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux. Il n'est donc pas nécessaire de modifier les dispositions de cette zone. Par ailleurs, il en est quasiment de même pour la zone NP, car le principe d'une piste cyclable est mentionné explicitement dans le règlement. De plus, ce zonage n'est pas frappé d'EBC.

Ainsi, sur le plan très local au niveau du Petit Nice et de La Lagune, la surface d'EBC est modifiée sensiblement. Le dossier mentionne plusieurs données qui feront l'objet d'une réponse particulière dans le mémoire en réponse au paragraphe 4.2.

En synthèse des différents documents présentés à l'enquête publique, les principaux amendements de la mise en compatibilité du PLU portent sur :

Document	Objet	Amendements
PADD	Développer les possibilités de déplacements doux (pistes cyclables)	Aucun amendement
Rapport de présentation	Evolution de la surface EBC	Tableau des surfaces EBC à modifier
Règlement écrit	Relocalisation de la piste cyclable	Aucun amendement
Règlement zone NR	Prise en compte de tronçon de piste cyclable	Aucun amendement
Règlement zone NP	Prise en compte de tronçon de piste cyclable	Aucun amendement
Règlement graphique Planche	Evolution de la zone NR Evolution de la zone NP	Détramage et retramage Inscription du tronçon futur Disparition du tronçon actuel

Appréciation du commissaire enquêteur

Les éléments initiaux du dossier n'ont fait l'objet d'aucune évolution avant l'enquête publique. Toutefois, dans la pièce « Evolution des espaces boisés classés... », une réserve du service d'aménagement de la commune de La Teste de Buch est émise sur la réduction d'EBC.

Cet élément est traité dans un point particulier du paragraphe 4.2 portant sur les données en réponse au procès-verbal de synthèse.

1.11 Composition du dossier

En complément de l'arrêté et de l'avis d'enquête publique, le dossier d'enquête comprend dix (10) pièces, la liste est proposée dans l'ordre des parties retenues pour la présentation du dossier à l'enquête publique :

- Lettre de demande d'ouverture d'une enquête publique,
- Déclaration de projet portant mise en compatibilité du PLU – Plans Plage de La Teste de Buch,
- Notice explicative du projet de piste cyclable,
- Evolution des espaces boisés classés au sein de la commune de La Teste de Buch,
- Compte rendu de l'examen conjoint des personnes publiques associées du 8 juin 2022,
- Décision de dispense d'étude d'impact pour la relocalisation de la piste cyclable,
- Décision de la MRAe de Nouvelle Aquitaine, après examen au cas par cas, relative au projet de mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de la commune de La Teste de Buch, du 23 juin 2022,
- Avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), extrait compte rendu de la séance du 19 juillet 2022,
- Cadrage réglementaire préalable au projet de relocalisation de piste cyclable de La Lagune,

- Photographies de l'emprise de la piste actualisée suite aux dégâts des incendies de l'été 2022.

Appréciation du commissaire enquêteur

Le dossier a permis d'identifier clairement les différents éléments de l'enquête publique. La notice explicative du projet de piste cyclable présente une synthèse de l'intérêt général, les enjeux et les amendements à porter aux documents règlementaires.

Les documents présentés à l'enquête apportent une complémentarité entre l'ONF, maître d'ouvrage, et la commune de La Teste de Buch. La décision de la MRAe souligne que le projet de mise en compatibilité n'est pas soumis à évaluation environnementale, n'étant en particulier pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine.

A la page 30 pièce 2 « Déclaration de projet portant mise en compatibilité du PLU – Plans Plage de La Teste de Buch », la référence implicite à une approbation du « Plan de prévention des risques d'incendies de forêt » mérite des précisions.

2 Organisation et déroulement de l'enquête

L'enquête publique unique, du 14 novembre au 13 décembre 2022, soit trente (30) jours, a été prescrite par un arrêté de Madame la Préfète de la Gironde du 21 octobre 2022.

2.1 Préparation et exécution de l'enquête publique

Les principales étapes de l'enquête publique sont les suivantes :

- 10 octobre 2022 : désignation du commissaire-enquêteur par la Présidente du Tribunal administratif de Bordeaux,
- 13 octobre 2022 : entretien téléphonique avec Madame V. BOSCHERON de la DDTM Gironde,
- 13 octobre 2022 : entretien avec Madame COLIN, service urbanisme de La Teste de Buch,
- 21 octobre 2022 : signature de l'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête publique,
- 28 octobre 2022 : entretien avec Madame V. BOSCHERON à la DDTM Gironde, récupération des dossiers d'enquête et émargement du registre d'enquête,
- 02 novembre 2022 : remise du dossier d'enquête à Madame COLIN,
- 03 novembre 2022 : réunion de présentation du projet avec Madame L. DECROCK et Monsieur C. BOUCHET, ONF porteur du projet, ainsi que Madame S. DARMANIN et Monsieur A. NICOULLAUD, de la mairie de La Teste de Buch, visite accompagnée du site et ses environnements proche et lointain,
- 21 novembre 2022 : visite accompagnée du site par L. DECROCK, ONF, en raison des restrictions locales de circulation des personnes,
- 16 décembre 2022 : remise du procès-verbal de synthèse à Madame A. TILLEUL, adjointe déléguée à l'environnement, Madame L. DECROCK et Monsieur C. BOUCHET, ainsi que Madame S. DARMANIN et Monsieur A. NICOULLAUD,
- 03 janvier 2023 : signature du mémoire en réponse.
- 11 janvier 2023 : remise du rapport, des conclusions et avis à la DDTM Gironde et au greffe du Tribunal administratif de Bordeaux.

En complément des entretiens, des contacts téléphoniques avec le maître d'ouvrage et des représentants des différentes parties prenantes ont permis de consolider la connaissance des éléments présentés dans le dossier d'enquête. Toutefois à l'instar des personnes non accréditées, le commissaire enquêteur n'a pu se rendre sur le site, sans être accompagné jusqu'au 17 décembre 2022.

En effet, un arrêté municipal en date du 26 août 2022 interdisait la circulation et le stationnement des personnes et des véhicules.

2.2 Information du public – Publicité légale

La publicité d'enquête publique a été assurée par les affichages et la publication dans les annonces légales et officielles de la presse locale :

28 octobre et 18 novembre 2022 : « Sud-Ouest » et « Echos judiciaires Girondins »

La publicité a été assurée par l'affichage de l'avis d'enquête en mairie, sur les sites d'affichage de la commune, ainsi que sur les deux (2) entrées du site portant le projet, visibles de la voie publique. La période d'affichage est certifiée par le document signé par Monsieur le maire de La Teste de Buch en pièce jointe. Cette communication a été complétée par des informations par la presse quotidienne régionale, en particulier Sud-Ouest.

2.3 Modalités de consultation et accueil du public

Le dossier d'enquête et le registre d'enquête ont été déposés à la mairie de La Teste de Buch. La consultation de la version dématérialisée du dossier était possible sur le site Internet des services de l'Etat en Gironde à l'adresse www.gironde.gouv.fr.

A la mairie, le public pouvait les consulter et porter ses observations sur le registre d'enquête « papier » aux horaires d'ouverture habituels. En complément de la voie postale, les observations pouvaient être transmises par voie dématérialisée à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse ddtm-spe2@gironde.gouv.fr en veillant à identifier l'objet de l'enquête.

Le commissaire enquêteur a assuré quatre permanences en mairie :

- Le lundi 14 novembre 2022 de 08.30 à 11.30,
- Le mercredi 23 novembre 2022 de 13.00 à 16.00,
- Le vendredi 2 décembre 2022 de 10.00 à 13.00,
- Le mardi 13 décembre 2022 de 14.30 à 17.30.

La mairie de La Teste de Buch a mis en place de bonnes conditions d'accueil.

3 Clôture de l'enquête publique

A l'issue de la dernière permanence, le registre d'enquête contenant aucune contribution a été clos par le commissaire enquêteur le 13 décembre 2022, aucun courrier n'a été adressé au commissaire enquêteur. Un courriel d'une association a été reçu sur le site de la préfecture de la Gironde.

4 Observations du public, questions du CE et réponses du maître d'ouvrage

4.1 Bilan des observations

S'agissant du public, personne ne s'est présentée pour s'informer ou apporter une contribution lors des permanences. Aucun courrier ne fut adressé ni par voie postale ni formulé à l'adresse mail de la préfecture.

A l'issue de la consultation, le commissaire enquêteur a rédigé le procès-verbal de synthèse portant sur les observations formulées par l'association « Vive la forêt » et des questions d'ordre général, figurant en annexe 1. Il a été présenté au maître d'ouvrage et aux services de la commune de La Teste de Buch lors d'un entretien le 16 décembre 2022. Les réponses ont été transmises le 04 janvier 2023, joint en annexe 2.

4.2 Examen des réponses aux observations et questions du commissaire enquêteur

De manière résumée, le rapport présente un recueil par thèmes des observations et des *questions posées par le commissaire enquêteur, rédigées en italique*. Les principaux éléments des

réponses apportées par le porteur du projet, en accord avec la commune, sont présentés dans ce paragraphe.

4.2.1 Présentation par thèmes

Mise en compatibilité avec le SRADDET

Principaux éléments de réponse

Dans le mémoire en réponse, le maître d'ouvrage rappelle que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité avec le PLU prend bien en compte les règles 15, 18 et 26 du SRADDET et qu'en « effet, il ne s'agit que d'une relocalisation d'une portion de la piste cyclable déjà existante afin de tenir compte de l'évolution du trait de côte en net recul sur cette portion de territoire et l'implanter le plus en retro-littoral possible en détramant les EBC nécessaires. »

Appréciation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur prend note de la réponse apportée confirmant que la mise en compatibilité du PLU prend en compte des règles et objectifs du SRADDET.

Espaces boisés classés (EBC)

Principaux éléments de réponse

Le maître d'ouvrage souligne que « sur un plan limité à la surface terrestre comprise entre le Petit Nice et La Lagune, concernant la superficie de l'EBC, **l'évolution positive de la surface d'EBC est d'environ 2025 m²**. En effet, en zone NR, le démantèlement et la renaturation de l'ancienne piste cyclable, surface détramée dans la planche d'ensemble du PLU de 2011, entraîne le reclassement de 4 100m², - 820 ml sur une largeur de 5m -. Le projet prévoit que, sur l'ensemble de la nouvelle piste, la construction du tronçon ne nécessite de détramer en zone NR qu'une longueur de 415 m sur une largeur de 5m, soit une surface de 2075m², le reste de la piste étant construite en zone NP. »

De plus, il mentionne que « la largeur de déclassement a été discutée et actée avec les services de l'Etat et l'ONF. Il faut savoir qu'une structure de chaussée est plus large que l'ouvrage superficiel porté et que cette structure de chaussée pour la pérennité de l'ouvrage ne peut inclure de souches ou racines d'arbres susceptibles de pourrir et de créer des vides et donc des affaissements. C'est pourquoi, la largeur de déclassement a été portée à 5m. »

Appréciation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur prend acte de l'augmentation de la superficie locale de l'EBC liée au choix de l'itinéraire retenu.

Pour les différents acteurs participant au processus de prise de décisions, cette évolution positive peut constituer un facteur déterminant.

Piste cyclable : localisation, largeur et nature de la bande de roulement, coût

Principaux éléments de réponse

Le maître d'ouvrage souligne que le choix de l'itinéraire retenu répond aux raisons suivantes :

- « Itinéraire le plus éloigné du trait de côte.
- Proximité avec les infrastructures routières, ce qui limite l'artificialisation des sols et facilite l'accès au secours ou l'évacuation des sites Plans plage en cas de besoin.

- Topographie avantageuse pour les cyclistes puisque l'itinéraire contourne les pentes les plus abruptes.
- Utilisation d'une emprise située en limite de parcelle forestière ce qui aurait limité la coupe d'arbres dans un contexte où l'incendie n'aurait pas eu lieu. »

De plus, il est mentionné que « au vu des dispositions et attentes de la commune et du schéma directeur cyclable aquitain, la bande de roulement de la piste cyclable sera réalisée en enrobé à froid, avec un profil bombé et sur une largeur de 3m. Seront ajoutés 2 accotements stabilisés de part et d'autre de la surface revêtue de 1 m de large. (...) L'enrobé à froid, revêtement adapté aux pistes cyclables, semble donc être le meilleur compromis alliant un entretien assez faible, une pérennité sur plusieurs années et une dépense énergétique faible par rapport à un enrobé à chaud. (...) De plus, a été fait le choix d'un profil en travers bombé, dit en toit, permettant le libre écoulement des eaux de part et d'autre de la bande de roulement. Les eaux de pluie s'écouleront donc naturellement vers les accotements puis vers le sol forestier composé d'un substrat sableux et donc particulièrement favorable à l'infiltration des eaux. Ainsi la réalisation de cette piste cyclable en enrobé dans cet immense massif forestier ne limite en rien l'infiltration des eaux et le projet n'a donc pas d'impact sur l'imperméabilisation des sols. »

S'agissant du coût, l'ONF mentionne que « le projet de piste cyclable a été estimé à 270 400€ (hors taxes) » et que « le mode opératoire proposé pour la création de cette piste cyclable permet de mettre en place un système vertueux en réemployant les matériaux de démontage de l'ancienne piste. Il n'est donc pas nécessaire de faire évacuer les matériaux de démontage ni d'en importer de nouveaux pour réaliser les fonds de forme. » De plus, « la commune de La Teste de Buch et l'Office National des Forêts ont signé une convention particulière au projet de relocalisation de la piste cyclable de la Lagune. Elle a pour but de fixer les modalités d'octroi de l'aide communale allouée à l'ONF pour la réalisation des travaux dans le cadre d'un maintien de l'accueil du public dans des conditions optimisées de sécurité ainsi que les modalités de gestion future de l'ouvrage ».

Appréciation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur prend note de l'argumentation du pétitionnaire concernant la localisation, le revêtement de la bande cyclable, le coût global et l'aspect sécuritaire de cette voie.

Intégration du projet dans l'ensemble plus général de la réflexion générée par les dégâts provoqués par les incendies de l'été

Principaux éléments de réponse

L'ONF et la commune mentionnent que « les incendies de l'été 2022 demandent aux gestionnaires du territoire de revoir sous une nouvelle perspective le projet de relocalisation des Plans plage qui nécessite d'être repensé au regard des évolutions physiques des sites mais aussi des nouvelles attentes en ce qui concerne la protection des milieux naturels contre le risque incendie et le risque érosion. Ainsi, l'ONF s'attache depuis septembre 2022 à permettre la réouverture des sites après incendie et à mener une réflexion conjointe avec les acteurs du territoire sur les futures propositions d'aménagement des sites Plans Plage. Une étude paysagère menée par un groupement de paysagistes, urbanistes et architectes a été engagée. Le territoire de l'étude englobe les sites plans plage et les infrastructures à proximité : piste cyclable ; dune du Pilat, mobilité Nord-Sud (Pyla, bourg, Biscarrosse), forêt domaniale, forêt usagère etc. »

« De ce fait le projet de piste cyclable soumis à enquête publique est bien pris en compte dans le nouvel environnement incendié et les futures dispositions Plan Plage en cours de réflexion. Il n'a pas vocation à évoluer dans les années à venir de manière substantielle, seul son environnement va évoluer. »

Appréciation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur prend acte de la réponse du pétitionnaire et considère que les études en cours ne modifient pas de manière substantielle le projet soumis à l'enquête.

Sécurité

Principaux éléments de réponse

Le maître d'ouvrage rappelle que « il est nécessaire de préciser que les pistes cyclables en forêt ont une vocation loisir pour l'éco-tourisme, transport pour les mobilités douces et sécuritaires. Aussi, en cas de besoin d'accès des véhicules de secours ou d'une évacuation rapide des plages et Plans Plage, les pistes cyclables sont utilisées comme voie de secours en complément des voies de secours existantes et des pistes DFCI. Pour ce projet, la reconnexion favorise l'évacuation du site de La Lagune. (...) Dès lors, la reconnexion de ce tronçon de piste cyclable devient une priorité pour les gestionnaires et les acteurs du territoire afin d'aborder une saison estivale 2023 en toute sécurité pour l'ensemble des usagers. »

Appréciation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur prend acte de la réponse du pétitionnaire soulignant la prise en compte des effets de la localisation du tronçon cyclable sur la sécurité des personnes.

Procédures, dossier, déroulement de l'enquête publique, permis d'aménagement

Principaux éléments de réponse

« La commune de La Teste-de-Buch ainsi que l'Office National des Forêts n'a pas la compétence dans le choix des procédures réglementaires à réaliser. Les démarches réglementaires entreprises pour ce projet de piste cyclable ont été guidées et sollicitées par la DDTM 33 lors des comités de pilotage et groupe de travail réalisés entre 2020 et 2022. La liste des Personnes Publiques Associées a été elle aussi rédigée par l'autorité environnementale. »

« Il convient de préciser que la DFCI est un partenaire privilégié de l'ONF dans toutes ses démarches en forêt domaniale. A noter que le SDIS33 a également participé aux réflexions lors des groupes de travail. »

S'agissant du permis d'aménager, il est fait référence à un courrier de la DDTM qui « confirme que la réalisation de cette piste cyclable ne nécessite pas l'obtention préalable d'un permis d'aménager... »

En ce qui concerne une donnée du dossier (Déclaration de projet portant mise en compatibilité du PLU – Plans Plage de La Teste de Buch, page 29), le mémoire en réponse précise bien que « Le PPRIF concernant la commune de La Teste de Buch a été prescrit le 1^{er} février 2007 mais n'a, effectivement jamais été approuvé. »

Appréciation du commissaire enquêteur

Les aspects strictement juridiques ou réglementaires ne relèvent pas de la compétence du commissaire enquêteur.

En ce qui concerne le PPRIF, il est considéré que cette référence implicite à une approbation du plan pourra être corrigée lors de la prise de décision par le conseil municipal.

La conclusion et l'avis motivé du commissaire enquêteur figurent dans un document séparé du présent rapport portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de La Teste de Buch.

A Arcachon, le 11 janvier 2023

Le commissaire enquêteur



Philippe Leheup

Département de la Gironde

Commune de La Teste de Buch

Enquête publique

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de
la commune de La Teste de Buch pour le projet de
relocalisation d'un tronçon de piste cyclable au niveau du site
de La Lagune

Conclusion

Avis du commissaire enquêteur

L'enquête s'est déroulée du 14 novembre au 13 décembre 2022

Destinataires

- Madame la Préfète du département de la Gironde (Direction départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) – Service des procédures environnementales)
- Madame la Présidente du Tribunal administratif (TA) de Bordeaux

Table des matières

1	Objet de l'enquête publique et son déroulement	3
1.1	Intérêt général du projet.....	4
1.2	Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU.....	4
1.3	Synthèses des avis émis avant l'enquête publique	4
1.4	Enquête publique	5
1.5	Réponses apportées au procès-verbal de synthèse	5
2	Analyse thématique de l'intérêt général du projet.....	6
3	Conclusion pour la mise en compatibilité du PLU	7
4	Avis du commissaire enquêteur	7

Après un résumé de l'objet de l'enquête publique et de son déroulement, le document traite de la déclaration de projet, en particulier de son intérêt général, et de la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de La Teste de Buch.

1 Objet de l'enquête publique et son déroulement

L'enquête porte sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de La Teste de Buch pour le projet de relocalisation d'une piste cyclable sur le site de La Lagune. L'enquête publique s'inscrit dans le cadre des codes de l'urbanisme et de l'environnement, soumettant à enquête publique les opérations d'aménagement susceptibles d'affecter l'environnement.

Situé en forêt domaniale, soit sur le domaine privé de l'Etat, le projet soumis à l'enquête publique consiste à recréer un tronçon de piste cyclable reliant Arcachon à Biscarosse dans le cadre de la Vélodyssée Atlantique, au niveau de l'entrée Nord du site de La Lagune.

A ce jour, dans la zone comprenant des espaces boisés classés (EBC), il est prévu la démolition d'un ancien tronçon de piste cyclable, la création d'un nouveau tronçon d'une emprise identique de 5 m de large comportant une voie de circulation d'une largeur de 3m ainsi que la suppression d'un tronçon temporaire, mis en place, au printemps 2021 afin de préserver la continuité de la piste. Ce tronçon a été créé suite à la constatation d'un problème spécifique urgent sur la Vélodyssée entre les sites du Petit Nice et de La Lagune. En effet, la piste menaçait de partir à l'eau au rythme de l'érosion côtière constatée. Le plancher amovible de ce tronçon temporaire a été totalement détruit lors des incendies de l'été 2022.

A la lecture du dossier et des compléments apportés, entre autres par les réponses au procès-verbal de synthèse, le projet n'impacte aucune espèce d'intérêt communautaire ou patrimoniale ; il ne se situe sur aucun périmètre de protection de monuments, de sites classés ou d'ouvrages d'adduction d'eau potable. Les impacts paysager et visuel sont limités car s'inscrivant dans la continuité du réseau cyclable existant.

Aucune atteinte n'est à mentionner sur les sites Natura 2000 les plus proches, à savoir « Dunes modernes du littoral landais d'Arcachon à Mimizan plage », « Bassin d'Arcachon et Cap Ferret » et « Bassin d'Arcachon et banc d'Arguin ». Les mesures pour éviter, réduire et compenser les incidences négatives sur l'environnement portent sur l'adaptation du tracé pour limiter la coupe d'arbres ainsi que la réalisation des travaux en dehors de la période de reproduction des espèces identifiées. De plus, la réutilisation des matériaux de la piste à démolir diminue les apports extérieurs. La renaturation de l'ancienne piste favorise l'infiltration du terrain naturel.

Les incidences durables portaient potentiellement sur une atteinte à la superficie de l'Espace boisé classé (EBC). Si le dossier présenté à l'enquête publique indiquait une réduction de la surface d'EBC, après des études complémentaires reprenant en particulier les dispositions du Plan local d'urbanisme (PLU), il est constaté une augmentation d'environ 2 025 m² d'EBC par la réduction de l'emprise de la piste cyclable sur des espaces de protection remarquables - NR -. En effet, dans cette zone identifiant des EBC, la longueur du tronçon construit (415 m) est plus faible que celle de la piste antérieure à démolir (820 m), soit une surface de 405 m de long sur 5 m de large.

Sur le point particulier du « Plan de prévention du risque incendie » couvrant la commune de La Teste de Buch, le dossier mentionne certaines actions. Ce document n'étant pas approuvé, ses données ne peuvent faire l'objet d'orientations particulières.

Commentaire du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur souhaite que les éléments du « Plan de prévention des risques incendies » fassent l'objet de commentaire lors de la séance d'approbation du projet.

1.1 Intérêt général du projet

La commune de La Teste de Buch fait l'objet d'un fort attrait touristique, en particulier en raison de la présence du grand site « Dune du Pilat ». La fréquentation, notamment en itinérance cyclable, est en augmentation constante en période estivale. La discontinuité actuelle, liée à l'érosion côtière et aux dégâts occasionnés par les incendies de l'été 2022, amoindrit la qualité de service demandée par les instances régionales, nationales, voire internationales.

Ainsi, le projet a pour objet de rétablir une continuité cyclable dédiée sur un site en fréquentation croissante, en garantissant la sécurité des usagers tout en préservant le site naturel de la forêt domaniale. Son implantation en zone rétro-littorale permet d'anticiper les effets potentiels d'un recul du trait de côte et de réduire le coût global de l'installation à moyen, voire long terme. De plus, dans ce type de forêt, la piste cyclable fait office de voie de secours complémentaire en cas d'incendie ou d'évènement grave, son léger écart par rapport à la route départementale 218 offre un facteur de sécurité supplémentaire. En outre, elle permet de canaliser le public afin de concilier fréquentation et protection des milieux naturels dans l'environnement très fragile du réseau dunaire.

1.2 Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU

La finalité de cette procédure, régie en particulier par l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme, est la mise en compatibilité simple et accélérée des documents d'urbanisme. Le souci de l'intérêt général constitue une condition de mise en œuvre de cette disposition, notamment au regard d'objectifs économiques, sociaux et urbanistiques.

En l'état actuel, les dispositions du PLU, approuvé le 6 octobre 2011, modifié et mis à jour en 2012, 2013, 2014, 2016, 2019 et 2021, ne permettent pas la relocalisation de la piste cyclable en raison d'une atteinte à la surface de l'espace boisé classé (EBC). L'opération d'aménagement s'inscrit dans l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de la commune. En effet, le projet participe à la réalisation de l'orientation retenue en 2011, à savoir « privilégier une politique de transports et de déplacement » : le développement des possibilités de déplacements doux en alternative de transport à l'automobile étant un des objectifs de la municipalité.

Le projet est jugé compatible avec les orientations du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Nouvelle-Aquitaine, en l'absence de schéma de cohérence territoriale (SCOT).

Par ailleurs, selon les données du dossier et en réponse au procès-verbal de synthèse, dans la zone NR - zone naturelle de protection des espaces remarquables - le transfert de la piste cyclable existante, la renaturation naturelle de son ancien tronçon et la prise en compte du nouveau tracé entraînent de fait une augmentation de la superficie de l'EBC d'environ 2 025 m².

Les principaux amendements aux documents d'urbanisme en vigueur, notamment le rapport de présentation et la planche d'ensemble (graphique), portent sur la superficie d'EBC, ainsi que les tracés des pistes en zones naturelles NP et NR.

1.3 Synthèses des avis émis avant l'enquête publique

Après examen au cas par cas, la Mission régionale d'autorité environnementale Nouvelle-Aquitaine (MRAe) décide que le projet de mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale. En fonction des données présentées à ce stade des études, il est considéré que le tronçon s'inscrit dans le triple cadre des travaux de sécurisation liés à l'érosion littorale, d'un déclassement estimé à 2 075 m² d'espace boisé classé et de la réalisation d'un itinéraire plus éloigné du trait de côte. Soulignant la cohérence du projet avec le « Plan Plage », la MRAe note que le projet ne présente pas de forts risques écologiques, limite l'abattage des arbres et prévoit la renaturation de l'itinéraire actuel situé sur le front dunaire.

Lors de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées (PPA) du 8 juin 2022, il n'est pas ressorti d'avis défavorable ou de remarques particulières sur le projet de déclassement de l'EBC. En séance du 19 juillet 2022, la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) approuve, à la majorité, l'avis favorable avec la prescription que le revêtement soit en conformité avec la réglementation, qu'il ne soit ni cimenté, ni bitumé (liste des aménagements légers mentionnés à l'article R. 121-5 du code de l'urbanisme).

De plus, une note de cadrage réglementaire mentionne que le projet peut être dispensé de permis d'aménagement, celui-ci entrant dans la catégorie des équipements d'intérêt général nécessaires à la sécurité des populations et à la préservation des espaces et milieux.

1.4 Enquête publique

L'enquête publique, tenue du 14 novembre au 13 décembre 2022, soit trente (30) jours, a été prescrite par un arrêté de Madame la Préfète de la Gironde du 21 octobre 2022.

L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions, avec des dispositions d'accueil bien adaptées dans les locaux de la mairie. L'information du public a été réalisée, conformément à la réglementation, dans la presse locale et par l'affichage dans la commune des avis réglementaires. Disposés aux entrées du site, dont l'accès était interdit au public pour des raisons de sécurité, les avis étaient visibles de la voie publique. Le dossier, abordable pour le public, a permis de mieux apprécier les enjeux du projet et ses impacts, de parcourir les avis de l'autorité environnementale (MRAe), de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ainsi que celui des personnes publiques associées (PPA).

Le commissaire enquêteur a tenu quatre permanences :

Le lundi 14 novembre 2022 de 8h30 à 11h30, le jeudi 23 novembre de 13h00 à 16h00, le vendredi 2 décembre 2022 de 10h00 à 13h00 et le mardi 13 décembre 2022 de 14h30 à 17h30.

Une contribution a été adressée par courriel, aucune personne ne s'est présentée lors des permanences, et aucune contribution n'a été portée sur le registre « papier ».

Commentaire du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur considère que la très faible participation reflète une forme d'acceptation du projet. L'intérêt évident de cet équipement en continuité des installations nationales, en particulier la Vélodyssée Atlantique, constitue également un critère de soutien implicite.

Dans le contexte plus général du traitement des dégâts occasionnés par les incendies de l'été 2022 et en raison de l'absence d'atteinte à des intérêts particuliers, le commissaire enquêteur estime que le public n'a pas jugé utile d'apporter un soutien éventuel à cet aménagement.

En fin d'enquête, le procès-verbal de synthèse, comprenant les observations du public et les questions du commissaire enquêteur, a été remis en présentiel le vendredi 16 décembre 2022, le mémoire en réponse, daté du 03 janvier 2023, figure en annexe 2 du rapport.

1.5 Réponses apportées au procès-verbal de synthèse

Dans le procès-verbal de synthèse, le commissaire enquêteur a repris des observations de l'association « Vive la forêt » et interrogé le maître d'ouvrage et les représentants de la commune sur les amendements aux documents d'urbanisme ainsi que les aspects financiers, économiques et sociaux du projet.

Les principales réponses portent sur les caractéristiques de la piste cyclable : le choix du tracé et le revêtement, la prise en compte de textes règlementaires supérieurs, l'évolution effective de la superficie de l'EBC, et l'intégration du projet dans le nouveau contexte lié aux dégâts occasionnés par les incendies de l'été 2022. Les aspects règlementaires - tenue de l'enquête, permis d'aménagement, débroussaillage – font également l'objet des réponses apportées.

2 Analyse thématique de l'intérêt général du projet

Le projet apporte une contribution à la politique de mobilité douce en offrant un itinéraire sécurisé éloigné du trait de côte, en évitant le report du trafic des usagers sur la route départementale 218. Il permet l'accès au « grand site » de la Dune du Pilat en venant de Biscarosse.

Sur l'impact en matière d'urbanisme et de foncier, le projet, situé en zones naturelles - NP et NR - , augmente de fait la surface de l'EBC par la destruction d'un itinéraire ancien et la relocalisation d'un tronçon assurant la continuité de la piste. En effet selon les dispositions du PLU de 2011 pour la zone NR - zone naturelle de protection des espaces remarquables -, la prise en compte de l'ancien tracé détramé de l'EBC, sa renaturation et le nouveau tronçon portant moins d'atteinte à l'EBC induit une **augmentation de la superficie de l'EBC d'environ 2 025 m²**. De plus, le projet est en cohérence avec les réflexions actuelles du « Plan Plage », en particulier avec les études menées pour faire face aux dégâts occasionnés par les incendies de l'été 2022.

S'agissant de l'évaluation socio-économique du projet, la réalisation d'un tronçon à l'écart du littoral et de l'érosion côtière, constatée et prévisible, répond à un besoin de pérennisation de la circulation de cyclistes pour un coût raisonnable, en évitant des interventions urgentes comme celle effectuée, avant la saison estivale 2021, pour préserver la continuité cyclable.

Pour la prise en compte des risques et de la sécurité des usagers, le projet présenté à l'enquête publique n'aggrave pas le risque d'incendie puisqu'il offre une voie de secours complémentaire débroussaillée. Pour la sécurité des usagers, la création d'une voie indépendante de la route départementale 218 est un facteur déterminant du choix de l'option retenue. De plus, l'itinéraire épouse les formes des dunes, ce qui évite des pentes trop abruptes en offrant un certain confort pour les adeptes du cyclotourisme, en limitant les efforts physiques nécessaires.

Sur le plan paysager, les plantations d'espèces diverses ont été gravement perturbées par les incendies de 2022. La recherche d'une ambiance forestière demeure un objectif.

Commentaire du commissaire enquêteur

A l'issue de cet examen thématique, le commissaire enquêteur considère que le projet participe, à son échelle, à la politique nationale de mobilité douce, à la préservation des espaces naturels, à la desserte de site touristique et à la sécurité des populations, en particulier en itinérance cycliste. La relocalisation permet une pérennisation de l'équipement en rétro-littoral réduisant de fait les éventuels effets liés à l'érosion côtière et les coûts induits par de potentielles interventions en urgence.

Le commissaire enquêteur considère donc que le projet répond à des facteurs relevant de l'intérêt général, notamment en dégageant une augmentation de la superficie de l'espace boisé classé (EBC).

3 Conclusion pour la mise en compatibilité du PLU

En réponse aux effets du projet sur le plan local d'urbanisme de la commune de La Teste de Buch, les amendements apportés ne modifient pas l'économie générale des documents règlementaires, en particulier le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD).

En prenant en compte les dispositions générales du PLU, approuvé en 2011, les amendements portent sur l'évolution de la superficie EBC de la commune. L'augmentation d'environ 2 025 m² est due à la renaturation d'un espace détramé, la localisation réduite du tracé dans une zone naturelle - NR - et sa poursuite dans une zone - NP - offrant des possibilités d'installer des équipements publics sans atteinte à l'EBC.

L'analyse du dossier a porté sur la surface EBC restreinte aux dimensions du projet. En effet, depuis l'approbation du PLU en 2011, l'érosion côtière a fait reculer, de manière non négligeable, le trait de côte, induisant une réduction de fait de la surface terrestre de la commune et de l'EBC en particulier.

Commentaire du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur considère qu'il lui est difficile de raisonner en pourcentage sur la surface d'EBC définie par le rapport de présentation du PLU datant de 2011. Il constate que la relocalisation de la piste cyclable induit un solde positif de la surface EBC en appliquant les dispositions du PLU.

En effet, en détramant la surface des tronçons actuels et futurs de la piste cyclable en zone NR – zone naturelle de protection des espaces remarquables –, il faut constater que la relocalisation induit une augmentation de la superficie de l'espace boisé classé (EBC).

En tenant compte de l'analyse personnelle des données présentées à l'enquête publique et des réponses apportées au procès-verbal de synthèse, le commissaire recommande que :

- L'évolution de la surface EBC soit bien prise en compte lors d'une prochaine révision du PLU. La surface EBC, mentionnée en 2011 a, de fait, évolué en raison notamment du retrait du trait de côte sur plusieurs kilomètres,
- Une attention soit portée à la référence au plan de prévention du risque incendie de la commune,
- Les aménagements soient effectués dans des délais raisonnables afin d'offrir la sécurité optimale aux usagers dès le printemps 2023, et que le calendrier des travaux fasse l'objet d'une communication adaptée aux différents types d'usagers locaux, régionaux ou étrangers.

4 Avis du commissaire enquêteur

Au regard des éléments présentés à l'enquête publique et des compléments apportés par le mémoire en réponse ne présentant aucune modification substantielle, le commissaire enquêteur retient notamment l'augmentation de la surface « Espace boisé classé » (EBC) dans le secteur de la relocalisation du tronçon de la piste cyclable en tenant compte des dispositions adoptées par le PLU de 2011.

L'intérêt général du projet est jugé réel à l'échelle de la commune de La Teste de Buch et de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il est renforcé par les contextes climatiques et géopolitiques incitant à encourager les mobilités douces.

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral et n'a donné lieu à aucun incident. L'information du public a été assurée. Le faible nombre d'observations peut être interprété comme une préoccupation marginale au vu des conséquences des dégâts très importants occasionnés par les incendies de 2022.

Sous réserve d'une appréciation strictement juridique ou réglementaire, qui ne relève pas de la compétence du commissaire enquêteur, toutes les données, présentées par le dossier et apportées lors de l'enquête publique, présentent le caractère d'intérêt général du projet sans atteinte à la superficie de l'espace boisé classé (EBC) de la commune.

**Le commissaire enquêteur émet un
avis favorable**

à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de La Teste de
Buch

A Arcachon, le 11 janvier 2023

Le commissaire enquêteur



Philippe Leheup

Enquête publique

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune de La Teste de Buch pour le projet de relocalisation d'un tronçon de piste cyclable au niveau du site de La Lagune

Annexe 1 au rapport

Procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur

Département de la Gironde

Commune de La Teste de Buch

Enquête publique

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de
La Teste de Buch pour le projet de relocalisation d'un tronçon de
piste cyclable au niveau du site La Lagune

Procès-verbal de synthèse

L'enquête publique s'est déroulée du 14 novembre au 13 décembre 2022

Destinataires

- Office national des forêts (ONF)
- Mairie de La Teste de Buch

Faisant suite à l'enquête publique relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de La Teste de Buch, tenue du 14 novembre au 13 décembre 2022, le commissaire enquêteur est en mesure de présenter la synthèse des contributions émises par le public ainsi que ses propres interrogations.

La présente communication est faite en application de l'article R.123-18 du code de l'environnement. Le document propose un bilan quantitatif et qualitatif, d'une part, et les questions du commissaire enquêteur, d'autre part.

1. Bilan des contributions et observations

Lors des permanences, aucune personne ne s'est présentée, de même aucune observation n'a été portée sur le registre « papier » de La Teste de Buch. Une contribution de l'association « Vive la forêt » a été déposée à l'adresse mail de la DDTM, identifiée par l'arrêté préfectoral.

Bilan des observations par thèmes

Tout en soulignant que cet équipement (piste cyclable) relève bien de l'intérêt général, la contribution présente des observations abordant plusieurs thèmes : prendre en compte des effets des incendies de l'été et l'urgence plus vaste de la remise en état de tous les équipements d'accueil de la forêt domaniale, surseoir à l'enquête publique en particulier afin qu'un état des lieux post incendie soit réalisé, se conformer aux prescriptions de la DFCI en matière de débroussaillage et d'égavage et mettre en œuvre un revêtement de chaussée perméable.

Les autres points abordés sont des procédures administratives, la teneur du dossier, la surface de l'EBC à déclasser en tenant compte de la largeur de la plate-forme, soit environ 3 m, ainsi que la procédure de déclassement considérée comme superflue. L'absence de l'association syndicale autorisée (ASA) de DFCI de La Teste de Buch à la réunion des PPA est également mentionnée.

Le détail des observations est présenté en annexe.

2. Interrogations en tant que commissaire enquêteur

Après étude approfondie du dossier et des entretiens menés lors de l'enquête publique, les questions traitent du projet et de la mise en compatibilité du PLU.

1 – En l'absence de Schéma de cohérence territoriale (SCOT), annulé le 18 juin 2015, le PLU doit être compatible avec le Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), approuvé le 27 mars 2020 par la Préfète de région. Ce document traite notamment de la mise en œuvre d'un réseau cyclable en cohérence avec les schémas départementaux, nationaux ou européens, de l'amélioration de l'accessibilité aux sites touristiques par les modes alternatifs à l'automobile, et de la protection de la biodiversité.

La mise en compatibilité du PLU prend-elle en compte les règles et objectifs de ce schéma régional ?

2 – S'agissant de la mise en compatibilité du PLU, le dossier mentionne une réduction de la superficie d'Espaces boisés classés (EBC) de soit 2 075 m², soit 4 050 m² selon la longueur du tronçon prise en compte, voire même un solde positif de 2 025 m². Par ailleurs, le rapport de présentation du PLU, approuvé en 2011 et modifié, mentionne que les pistes cyclables sont détramées (pages 255 et 256), donc leurs empreintes retirées de la surface totale des EBC.

Serait-il possible de bien préciser la surface locale d'EBC (réduction ou augmentation), en tenant compte des dispositions du rapport de présentation du PLU ?

3 – Le dossier mentionne différentes largeurs de la bande de roulement de la piste cyclable, d'une part, et la nature de son revêtement, d'autre part.

A ce stade du projet, quelle serait la largeur à retenir et quelles sont les impératifs particuliers liés au revêtement des pistes cyclables sous couvert forestier ?

4 - Le dossier présenté à l'enquête a été rédigé en mai 2022 et ne prend pas en compte, à l'exception d'une planche, les dégâts occasionnés par les incendies de l'été 2022

Serait-il possible de disposer de données concernant d'éventuelles études complémentaires sur le volet spécifique « Plans plage ». Dans ce nouvel environnement, la prise en compte du projet soumis à l'enquête publique serait-elle susceptible de le faire évoluer de manière substantielle ?

5 – Le dossier n'aborde pas l'aspect économique du projet.

Serait-il possible de disposer d'informations sur le coût prévisionnel du projet de relocalisation de la piste cyclable (démolition de la piste actuelle, construction du nouveau tronçon...) ?

6 – Le dossier fait implicitement référence à des convention signées entre la commune de La Teste de Buch et l'Office national des forêts (ONF).

L'ONF pourrait-il fournir les principales orientations de conventions générales et d'une convention particulière liée au projet de relocalisation de la piste cyclable ?

Le tableau des observations, figurant en annexe, a été remis le même jour afin que les destinataires puissent apporter des réponses aux diverses observations.

.....


Les destinataires sont invités à produire les réponses éventuelles sur ces différents points et à les communiquer par écrit au plus tard le 3 janvier 2023.

Communiqué et remis à La Teste de Buch, le 16 décembre 2022

Commissaire enquêteur



Office national des forêts



La Teste de Buch

Mairie



Annexe Synthèse par thèmes

Des extraits de la contribution, « Vive la Forêt » du 13 décembre 2022, sont regroupés par thèmes.

1. Procédures

P 4 : fait l'objet de 2 procédures administratives, déplorons cet enchevêtrement et cette lourdeur

P 6 : il est inapproprié de se référer à l'article relatif aux équipements d'intérêt général nécessaires à la sécurité des populations et à la préservation des espaces naturels, en conséquence cette opération ponctuelle devrait être soumise à l'obtention d'un permis d'aménager

P 7 : la procédure de déclassement apparaît comme superflue, d'autant moins nécessaire que nous plaillons pour une diminution de cette largeur - piste cyclable -

P 8 : surpris que l'association syndicale autorisée (ASA) de DFCI de La Teste de Buch ne figure pas parmi les personnes invitées à la réunion d'examen conjoint du 8 juin 2022

P 10 : laisser place à une urgence plus vaste de la remise en état de tous les équipements d'accueil de la forêt domaniale de La Teste endommagés par le feu, pour préparer la saison estivale 2023,

P 10 : suggérons de surseoir aux deux participations du public afin qu'un état des lieux post-incendie soit réalisé afin de vérifier si le tracé ne doit pas être modifié

2. Dossier

P 4 : dossier sans résumé non technique, évaluation environnementale ainsi que d'autres parties techniques trop détaillées, dossier volumineux

P 8 : contrairement à ce qui est écrit au dossier, le PPRIF (plan de prévention des risques d'incendies de forêt) prescrit par l'Etat en 2007 sur la commune de La Teste n'a, hélas, dramatiquement, jamais abouti

P 9 : plusieurs itinéraires ont été étudiés, il aurait été souhaitable qu'ils aient été présentés au dossier

P 9 : dossier présente laconiquement 3 vues photographiques des dégâts des incendies, aucun texte n'accompagne ces images, ces éléments sont insuffisants pour apprécier l'étendue de la perturbation par le feu

3. EBC déclassement

P 6 : largeurs d'emprise totale de 5 m et d'un fuseau de 10 m, considérons que le déclassement ne peut concerner qu'une emprise réelle, doit intervenir qu'une fois l'ouvrage réalisé et relevé par un géomètre-expert habilité à établir les documents de modification du parcellaire cadastral (DMPC)

P 8 : la largeur de déclassement devrait se limiter à la plate-forme de la piste cyclable, soit environ 3 mètres de largeur, voire moins si l'on réduit la largeur de la chaussée

4. Etat des lieux insuffisant après incendie

P 9 : une actualisation du projet, plus étayée que par la seule planche photographique, apparaît nécessaire

P 9 : Le site étant inaccessible, la route départementale étant fermée à la circulation, nous n'avons pas pu faire une reconnaissance post-incendie du site

5. Revêtement de la piste cyclable

P 6 : dans le dossier consultation du public : existe sur le marché des revêtements de sol à la fois perméable, durable et résistant, les arguments avancés ne sauraient prospérer dans le nouveau contexte législatif de « zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050

P 10 : mettre en œuvre un revêtement de chaussée des pistes cyclables (ainsi que des parkings) perméable

6. Défense contre l'incendie

P 3 : la piste vient longer la sous-parcelle 15f, qui correspond à une pente abrupte de versant Est dont le débroussaillage peut poser des difficultés

P 8 : les largeurs de zones de débroussaillage sont peu importantes (0.85 côté piéton et 1.05 m à l'opposé), la piste cyclable doit absolument être régulièrement débroussaillée sur 10 m de part et d'autre de la chaussée, l'élagage des arbres doit maintenir les premières branches à une hauteur minimale de 2.5 m du sol,

P 9 : les zones de débroussaillage DFCI devraient être portées à 10 m de large de part et d'autre de la piste et un élagage à 2.5 m de hauteur. Vérifier que cet élagage est faisable sans compromettre la vie des arbres - jeunes résineux –, suggérons de consulter les spécialistes dans ce domaine, au cas où cette opération d'élagage menace la vitalité des arbres, envisager un autre tracé

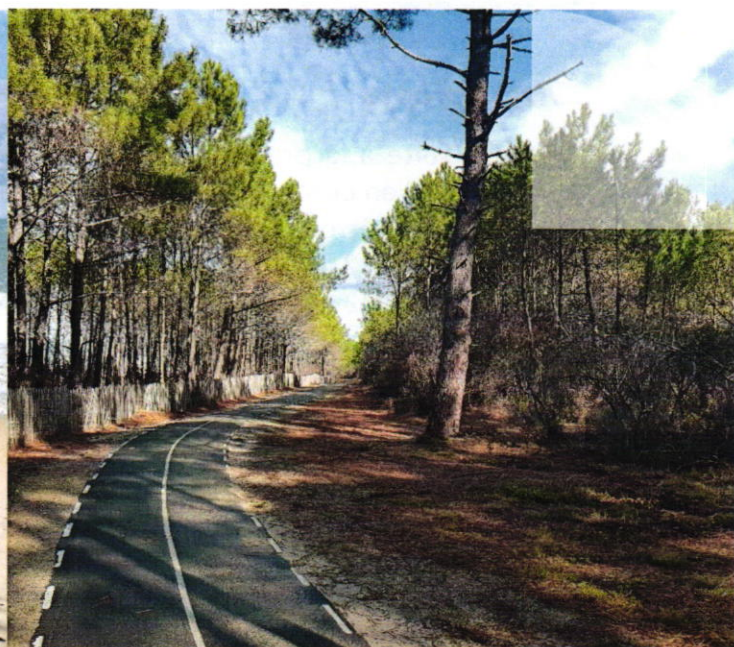
P 10 : se conformer aux prescriptions de la DFCI le long de toute piste cyclable (débroussaillage de 10 m et élagage des branches basses sur 2.5 m de hauteur)

Enquête publique

**Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune de La Teste de Buch pour le projet de
relocalisation d'un tronçon de piste cyclable au niveau du site de La Lagune**

Annexe 2 au rapport

Mémoire en réponse du porteur du projet



*Aménagement
Régional de
la Région Occidentale*

Mémoire de réponse Procès-verbal d'enquête publique – DPMEC

Plan Plage de La Lagune
La Teste-de-Buch

Janvier 2023

Avant-propos :

Faisant suite à la procédure d'enquête publique relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) dans le cadre de la piste cyclable en rétro littoral de la Lagune réalisée du lundi 14 novembre au mardi 13 décembre 2022, un procès-verbal de notification des observations est transmis le 16 décembre 2022 au service de l'ONF par M. Phillipe Leheup, Commissaire Enquêteur.

Plusieurs observations ont été formalisées lors de l'enquête et consignées dans le procès-verbal rédigé par M le commissaire-enquêteur. Ce mémoire apporte les éléments complémentaires pour répondre aux questionnements formulés par M Leheup et l'association ayant émis une observation.

Afin d'en faciliter sa lecture les questions soulevées sont rappelées en début d'argumentaire. La numérotation des observations du procès-verbal de notification est reprise dans le présent document.

1 – En l'absence de Schéma de cohérence territorial (SCOT), annulé le 18 juin 2015, le PLU doit être compatible avec le Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), approuvé le 27 mars 2020 par la Préfète de région. Ce document traite notamment de la mise en œuvre d'un réseau cyclable en cohérence avec les schémas départementaux, nationaux ou européens, de l'amélioration de l'accessibilité aux sites touristiques par les modes alternatifs à l'automobile, et de la protection de la biodiversité.

La mise en compatibilité du PLU prend-elle en compte les règles et objectifs de ce schéma régional ?

Le SRADDET approuvé le 27 mars 2020 établit trois règles en lien avec le projet de relocalisation de la Véloodyssée :

Règle N°15 : L'amélioration de l'accessibilité aux sites touristiques par les modes alternatifs à l'automobile est recherchée. (Pages 57 et 58)

Règle N°18 : Les documents d'urbanisme et de planification conçoivent et permettent la mise en œuvre d'un réseau cyclable en cohérence avec les schémas départementaux, régionaux, nationaux ou européens. (Pages 63 et 64)

Règle N°26 : Les documents de planification et d'urbanisme anticipent les évolutions de la bande côtière et réduisent les risques côtiers. (Pages 83 – 85)

Il apparaît donc que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité avec le PLU prend bien en compte ces trois règles.

En effet, il ne s'agit que d'une relocalisation d'une portion de la piste cyclable déjà existante afin de tenir compte de l'évolution du trait de côte en net recul sur cette

portion de territoire et l'implanter le plus en retro-littoral possible en détramant les EBC nécessaires.

2 - S'agissant de la mise en compatibilité du PLU, le dossier mentionne une réduction de la superficie d'Espaces boisés classés (EBC) de soit 2 075 m², soit 4 050 m² selon la longueur du tronçon prise en compte, voir même un solde positif de 2 025 m². Par ailleurs, le rapport de présentation du PLU, approuvé en 2011 et modifié, mentionne que les pistes cyclables sont détramées (pages 255 et 256), donc leurs empreintes retirées de la surface totale des EBC.

Serait-il possible de bien préciser la surface locale d'EBC (réduction ou augmentation), en tenant compte des dispositions du rapport de présentation du PLU ?

Dans le PLU de 2011, les règlements des zones NR - zone naturelle de protection des espaces remarquables - et NP - zone naturelle de protection des espaces naturels - précisent les conditions d'implantation de pistes cyclables.

Afin d'apporter certaines précisions, la zone NP ne comprend aucun EBC et l'implantation d'une piste cyclable n'a donc aucune incidence quantitative sur les surfaces déclassées ou classées. Pour la zone NR, toute nouvelle piste cyclable se doit d'être détramée et implique donc une réduction de surface de l'EBC, d'une part, et un tronçon supprimé induit un accroissement de la surface d'EBC, d'autre part.

Dans le rapport de présentation du PLU communal, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 6 octobre 2011, il est indiqué que « un travail important a été fait sur les EBC pour détramer les (...) réseaux (voiries, pistes cyclables...) ».

Par conséquent, ce travail est traduit sur la planche d'ensemble (Pièce 4). Cette planche laisse apparaître les cheminements, dont les pistes cyclables ainsi que les cabanes forestières répertoriées par un inventaire et faisant l'objet d'un détramage des EBC.

La piste cyclable menant à Biscarosse (véloodyssée) est donc détramée des EBC.

Les EBC couvrent (...) près de 60% des espaces naturels terrestres. (...) Cette méthode permet de rendre lisible la politique de détramage que la Commune a entrepris dans son PLU ».

Ainsi sur un plan limité à la surface terrestre comprise entre le Petit Nice et La Lagune, concernant la superficie de l'EBC, l'évolution positive de la surface d'EBC est **d'environ 2 025 m²**. En effet, en zone NR, le démantèlement et la renaturation de l'ancienne piste cyclable, surface détramée dans la planche d'ensemble du PLU de 2011, entraîne le reclassement de 4 100 m², - 820 m² sur une largeur de 5 m -. Le projet prévoit que, sur l'ensemble de la nouvelle piste, la construction du tronçon ne nécessite de détramer en zone NR qu'une longueur de 415 m sur une largeur de 5 m, soit une surface de 2075 m², le reste de la piste étant construite en zone NP.

3 – Le dossier mentionne différentes largeurs de la bande de roulement de la piste cyclable, d'une part, et la nature de son revêtement, d'autre part.

A ce stade du projet, quelle serait la largeur à retenir et quelles sont les impératifs particuliers liés au revêtement des pistes cyclables sous couvert forestier ?

Au vu des dispositions et attentes de la commune et du schéma directeur cyclable aquitain, la bande de roulement de la piste cyclable sera réalisée en enrobé à froid, avec un profil bombé et sur une largeur de 3m. Seront ajoutés 2 accotements stabilisés de part et d'autre de la surface revêtue de 1m de large.

Le choix d'un enrobé à froid permet de concilier la prise en compte des impacts environnementaux et la durabilité du revêtement sous un couvert forestier soumis aux aléas climatiques et sur un secteur cyclable très fréquenté. De plus cette voie doit permettre la circulation de véhicules de secours et de service. Le revêtement doit alors pouvoir supporter des passages de véhicules légers.

Il aurait pu être envisagé l'utilisation d'un revêtement perméable pouvant être, en apparence, plus enclin à une limitation des GES (ex : enrobé drainant, béton poreux, sol souple). Néanmoins, le couvert forestier favorise la création de mousse sur un revêtement alvéolé qui nécessite sur le court terme l'utilisation d'intrants chimiques pour entretenir et sécuriser la bande de roulement. Sur le moyen terme cela nécessite un réinvestissement précoce pour reprendre des tronçons qui se dégradent plus rapidement. L'enrobé à froid, revêtement adapté aux pistes cyclables, semble donc être le meilleur compromis alliant un entretien assez faible, une pérennité sur plusieurs années et une dépense énergétique faible par rapport à un enrobé à chaud,

De plus, a été fait le choix d'un profil en travers bombé, dit en toit, permettant le libre écoulement des eaux de part et d'autre de la bande de roulement. Les eaux de pluie s'écouleront donc naturellement vers les accotements puis vers le sol forestier composé d'un substrat sableux et donc particulièrement favorable à l'infiltration des eaux. Ainsi la réalisation de cette piste cyclable en enrobé dans cet immense massif forestier ne limite en rien l'infiltration des eaux et le projet n'a donc pas d'impact sur l'imperméabilisation des sols.

4 - Le dossier présenté à l'enquête a été rédigé en mai 2022 et ne prend pas en compte, à l'exception d'une planche, les dégâts occasionnés par les incendies de l'été 2022

Serait-il possible de disposer de données concernant d'éventuelles études complémentaires sur le volet spécifique « Plans plage ». Dans ce nouvel environnement, la prise en compte du projet soumis à l'enquête publique serait-elle susceptible de le faire évoluer de manière substantielle ?

La procédure réglementaire du projet de piste cyclable a débuté avant les incendies de l'été 2022. Il est nécessaire de préciser que le projet de piste cyclable était, déjà, en mai 2022, un projet d'urgence extrait du projet plus global de relocalisation des Plans Plage domaniaux de La Teste de Buch : Le Petit Nice, La Lagune et La Salie.

Les grands principes d'aménagement ont été déterminés en octobre 2021 et des COPIL ainsi que des groupes de travail organisés en 2022 afin d'envisager les Plans Plage de demain. De nombreux acteurs du territoire ont fait part de leur réflexion lors de ces réunions : DDTM 33, SGAR, FNADT, Région, GIP Littoral, Département 33, Commune, Communauté de Communes, Syndicat Mixte du Grand site de la Dune du Pilat, SDIS33, Police municipale et nationale, MNS et ONF.

Une étude naturaliste ainsi qu'une étude sur l'évolution du trait de côte ont été menées entre 2020 et 2021 permettant de relater l'urgence de la situation sur les Plans Plage et plus précisément sur la piste cyclable du Plan Plage de La Lagune.

Les incendies de l'été 2022 demandent aux gestionnaires du territoire de revoir sous une nouvelle perspective le projet de relocalisation des Plans Plage qui nécessite d'être repensé au regard des évolutions physiques des sites mais aussi des nouvelles attentes en ce qui concerne la protection des milieux naturels contre le risque incendie et le risque érosion.

Ainsi, l'ONF s'attache depuis septembre 2022 à permettre la réouverture des sites après incendie et à mener une réflexion conjointe avec les acteurs du territoire sur les futures propositions d'aménagement des sites Plans Plage. Une étude paysagère menée par un groupement de paysagistes, urbanistes et architectes a été engagée. Le territoire de l'étude englobe les sites Plans Plage et les infrastructures à proximité : piste cyclable, dune du Pilat, mobilité Nord-Sud (Pyla, bourg, Biscarrosse), forêt domaniale, forêt usagère etc.

De ce fait le projet de piste cyclable soumis à enquête publique est bien pris en compte dans le nouvel environnement incendié et les futures dispositions Plan Plage en cours de réflexion. Il n'a pas vocation à évoluer dans les années à venir de manière substantielle, seul son environnement va évoluer.

De plus, il est nécessaire de préciser que les pistes cyclables en forêt ont une vocation loisir pour l'éco-tourisme, transport pour les mobilités douces et sécuritaires. Aussi, en cas de besoin d'accès des véhicules de secours ou d'une évacuation rapide des plages et Plans Plage, les pistes cyclables sont utilisées comme voie de secours en complément des voies de secours existantes et des pistes DFCI. Pour ce projet, la reconnexion favorise l'évacuation du site de La Lagune.

Dès lors, la reconnexion de ce tronçon de piste cyclable devient une priorité pour les gestionnaires et les acteurs du territoire afin d'aborder une saison estivale 2023 en toute sécurité pour l'ensemble des usagers.

5 – Le dossier n'aborde pas l'aspect économique du projet.

Serait-il possible de disposer d'informations sur le coût prévisionnel du projet de relocalisation de la piste cyclable (démolition de la piste actuelle, construction du nouveau tronçon...) ?

Estimé à plus de 40 000€, le projet sera soumis au code des marchés publics. Ainsi à ce jour nous ne pouvons pas proposer un budget arrêté.

Néanmoins, le projet de piste cyclable a été estimé à 270 400€ pour :

- L'installation de chantier
- Les travaux de destruction de l'ancien tronçon,
- La création du nouveau tronçon avec dessouchage si nécessaire, terrassements généraux, préparation de l'emprise et mise en œuvre des revêtements,
- Les études complémentaires : géomètre et coordinateur SPS,
- Les charges de maîtrise d'œuvre pour le montage du marché public, le suivi administratif et de chantier.

Le mode opératoire proposé pour la création de cette piste cyclable permet de mettre en place un système vertueux en réemployant les matériaux de démontage de l'ancienne piste. Il n'est donc pas nécessaire de faire évacuer les matériaux de démontage ni d'en importer de nouveaux pour réaliser les fonds de forme.

6 – Le dossier fait implicitement référence à des conventions signées entre la commune de La Teste de Buch et l'Office national des forêts (ONF).

L'ONF pourrait-il fournir les principales orientations de conventions générales et d'une convention particulière liée au projet de relocalisation de la piste cyclable ?

La commune de La Teste de Buch et l'Office National des Forêts ont signé une convention particulière au projet de relocalisation de la piste cyclable de la Lagune. Elle a pour but de fixer les modalités d'octroi de l'aide communale allouée à l'ONF pour la réalisation des travaux dans le cadre d'un maintien de l'accueil du public dans des conditions optimisées de sécurité ainsi que les modalités de gestion future de l'ouvrage.

Annexe Synthèse par thèmes

1. Procédures

P 4 : fait l'objet de 2 procédures administratives, déplorons cet enchevêtrement et cette lourdeur

P 6 : il est inapproprié de se référer à l'article relatif aux équipements d'intérêt général nécessaires à la sécurité des populations et à la préservation des espaces naturels, en conséquence cette opération ponctuelle devrait être soumise à l'obtention d'un permis d'aménager

P 7 : la procédure de déclassement apparaît comme superflue, d'autant moins nécessaire que nous plaidons pour une diminution de cette largeur - piste cyclable -

P 8 : surpris que l'association syndicale autorisée (ASA) de DFCI de La Teste de Buch ne figure pas parmi les personnes invitées à la réunion d'examen conjoint du 8 juin 2022

P 10 : laisser place à une urgence plus vaste de la remise en état de tous les équipements d'accueil de la forêt domaniale de La Teste endommagés par le feu, pour préparer la saison estivale 2023,

P 10 : suggérons de surseoir aux deux participations du public afin qu'un état des lieux post-incendie soit réalisé afin de vérifier si le tracé ne doit pas être modifié

P4. P7.P8 La commune de La Teste-de-Buch ainsi que l'Office National des Forêts n'a pas la compétence dans le choix des procédures réglementaires à réaliser. Les démarches réglementaires entreprises pour ce projet de piste cyclable ont été guidées et sollicitées par la DDTM 33 lors des comités de pilotage et groupe de travail réalisés entre 2020 et 2022. La liste des Personnes Publiques Associées a été elle aussi rédigée par l'autorité environnementale.

Il convient de préciser que la DFCI est un partenaire privilégié de l'ONF dans toutes ses démarches en forêt domaniale. A noter que le SDIS33 a également participé aux réflexions lors des groupes de travail.

P6. La référence à l'article 6 du R.121-5 ajouté par le décret n°2019-482 du 21 mai 2019 couvrant notamment les équipements d'intérêt général nécessaires à la sécurité des populations est une demande de la DDTM 33.

P10. Cf. question n°4 du procès-verbal de synthèse

2. Dossier

P 4 : dossier sans résumé non technique, évaluation environnementale ainsi que d'autres parties techniques trop détaillées, dossier volumineux

P 8 : contrairement à ce qui est écrit au dossier, le PPRIF (plan de prévention des risques d'incendies de forêt) prescrit par l'Etat en 2007 sur la commune de La Teste n'a, hélas, dramatiquement, jamais abouti

P 9 : plusieurs itinéraires ont été étudiés, il aurait été souhaitable qu'ils aient été présentés au dossier

P 9 : dossier présente laconiquement 3 vues photographiques des dégâts des incendies, aucun texte n'accompagne ces images, ces éléments sont insuffisants pour apprécier l'étendue de la perturbation par le feu

P4. Le projet n'ayant pas fait l'objet d'une procédure d'évaluation environnementale, aucun résumé non technique n'a été rédigé.

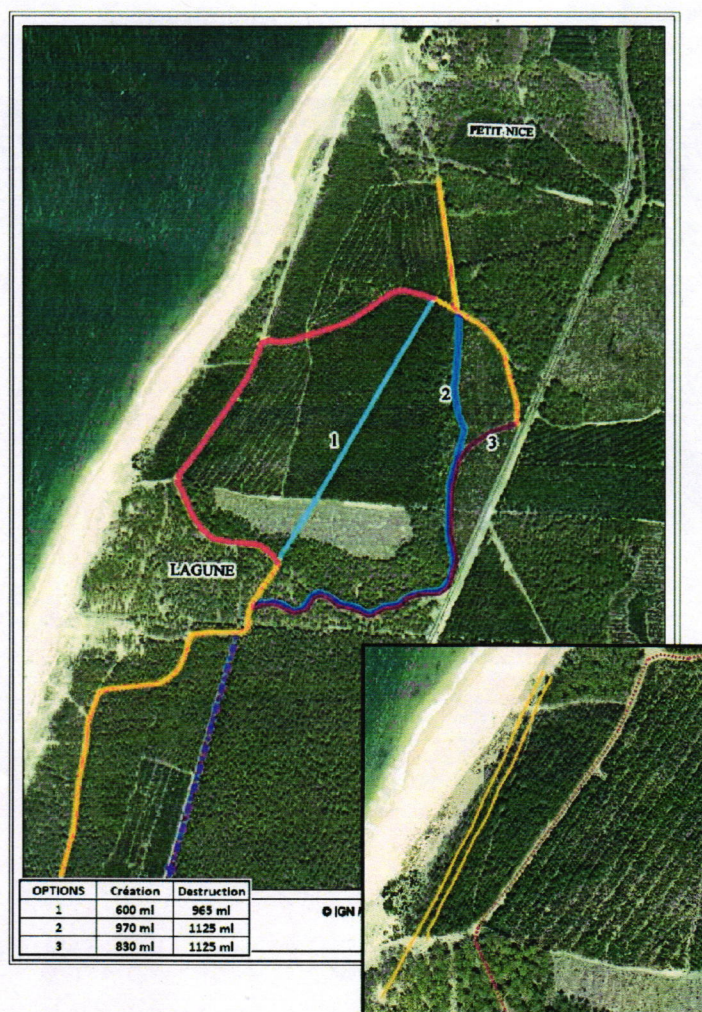
P8.

Le PPRIF concernant la commune de La Teste de Buch a été prescrit le 1^{er} février 2007 mais n'a, effectivement jamais été approuvé.

P9. En effet, plusieurs itinéraires cyclables ont été étudiés par les membres du comité de pilotage, ci-contre une cartographie des 3 itinéraires étudiés.

Le choix s'est porté sur l'itinéraire n°3 pour les raisons suivantes :

- Itinéraire le plus éloigné du trait de côte
- Proximité avec les infrastructures routières, ce qui limite l'artificialisation des sols et facilite l'accès aux secours ou l'évacuation des sites Plans Plage en cas de besoin.
- Topographie avantageuse pour les cyclistes puisque l'itinéraire contourne les pentes les plus abruptes.
- Utilisation d'une emprise située en limite de parcelle forestière ce qui aurait limité la coupe d'arbres dans un contexte où l'incendie n'aurait pas eu lieu.



Carte réalisée par l'ONF en octobre 2020

Linéaire rouge : Piste initiale (le tronçon le plus à l'Est ayant disparu en 2021)

Linéaire orange : piste cyclable de la vélodyssée actuelle

Linéaire bleu clair : itinéraire cyclable n°1

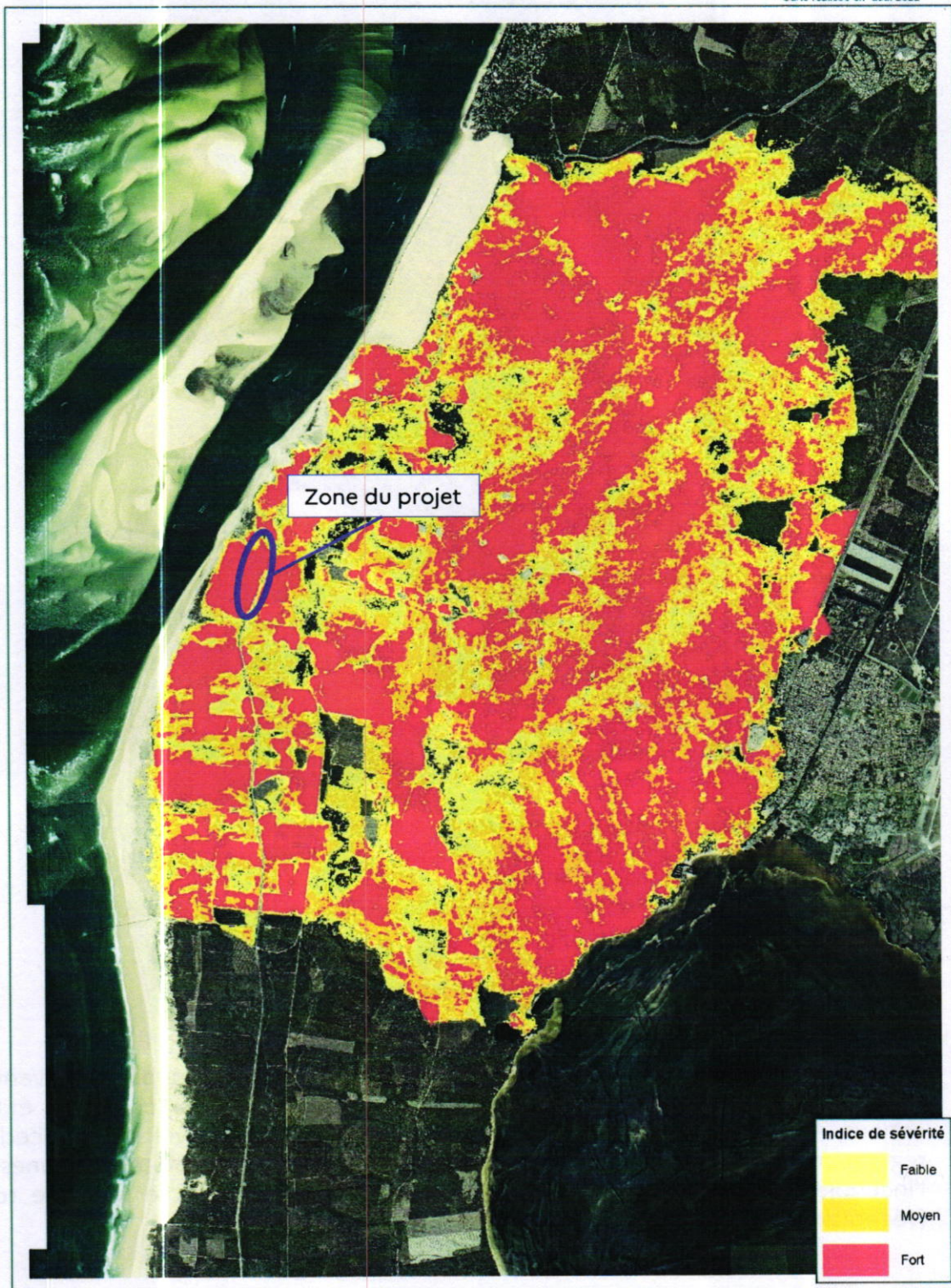
Linéaire bleu foncé : itinéraire cyclable n°2

Linéaire violet : itinéraire cyclable n°3

P9. En septembre 2022, lors de la rédaction du dossier d'enquête publique l'inventaire des dégâts incendie n'avait pas encore été validé. Néanmoins, les dégâts étaient connus, c'est pourquoi il a été fait le choix de poursuivre les procédures réglementaires. Afin d'apporter des compléments sur les dégâts occasionnés par l'incendie, une carte de sévérité a été créée; le tracé se situe en zone rouge (végétation totalement incendiée):

Incendie La Teste de Buch
Evolution de l'indice NDVI avant/après incendie

1:40 000
0 400 800 1 200 1 600 m
N
Carte réalisée en août 2022



3. EBC déclassement

P 6 : largeurs d'emprise totale de 5 m et d'un fuseau de 10 m, considérons que le déclassement ne peut concerner qu'une emprise réelle, doit intervenir qu'une fois l'ouvrage réalisé et relevé par un géomètre-expert habilité à établir les documents de modification du parcellaire cadastral (DMPC)

P 8 : la largeur de déclassement devrait se limiter à la plate-forme de la piste cyclable, soit environ 3 mètres de largeur, voire moins si l'on réduit la largeur de la chaussée

Le déclassement des EBC ne peut intervenir après les travaux. En effet, l'article L113-2 du code de l'urbanisme dispose que « le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre 1^{er} du titre IV du livre III du code forestier. »

En tout état de cause, l'étape préalable à tout travaux est le déclassement des EBC, sans quoi, les travaux n'ont aucune base légale. La déclaration de projet est donc l'étape préalable indispensable.

La largeur de déclassement a été discutée et actée avec les services de l'Etat et l'ONF. Il faut savoir qu'une structure de chaussée est plus large que l'ouvrage superficiel porté et que cette structure de chaussée pour la pérennité de l'ouvrage ne peut inclure de souches ou racines d'arbres susceptibles de pourrir et de créer des vides et donc des affaissements. C'est pourquoi, la largeur de déclassement a été portée à 5m.

4. Etat des lieux insuffisant après incendie

P 9 : une actualisation du projet, plus étayée que par la seule planche photographique, apparaît nécessaire

P 9 : Le site étant inaccessible, la route départementale étant fermée à la circulation, nous n'avons pas pu faire une reconnaissance post-incendie du site

P9 Le site était en effet inaccessible au public jusqu'au 17/12/2022 à la suite de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2022 portant réglementation temporaire de la circulation sur le réseau routier départemental et interdisant la circulation sur la RD218, sur la commune de La Teste-de-Buch. Néanmoins, à la demande et sous autorisation préfectorale une visite du site aurait pu être organisée.

5. Revêtement de la piste cyclable

P 6 : dans le dossier consultation du public : existe sur le marché des revêtements de sol à la fois perméable, durable et résistant, les arguments avancés ne

sauraient prospérer dans le nouveau contexte législatif de « zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050

P 10 : mettre en œuvre un revêtement de chaussée des pistes cyclables (ainsi que des parkings) perméable

Cf. question n°3 du procès-verbal de synthèse.

6. Défense contre l'incendie

P 3 : la piste vient longer la sous-parcelle 15f, qui correspond à une pente abrupte de versant Est dont le débroussaillage peut poser des difficultés

P 8 : les largeurs de zones de débroussaillage sont peu importantes (0.85 côté piéton et 1.05 m à l'opposé), la piste cyclable doit absolument être régulièrement débroussaillée sur 10 m de part et d'autre de la chaussée, l'élagage des arbres doit maintenir les premières branches à une hauteur minimale de 2.5 m du sol, P 9 : les zones de débroussaillage DFCI devraient être portées à 10 m de large de part et d'autre de la piste et un élagage à 2.5 m de hauteur. Vérifier que cet élagage est faisable sans compromettre la vie des arbres - jeunes résineux -, suggérons de consulter les spécialistes dans ce domaine, au cas où cette opération d'élagage menace la vitalité des arbres, envisager un autre tracé

P 10 : se conformer aux prescriptions de la DFCI le long de toute piste cyclable (débroussaillage de 10 m et élagage des branches basses sur 2.5 m de hauteur)

P3. Comme évoqué dans la réponse 2.P9. le choix d'itinéraire prend en compte le dénivelé. Le tracé ne se situe pas dans la pente et est légèrement décalé de celle-ci. Il s'agit plutôt d'une appréciation d'échelle de la cartographie. De plus, un débroussaillage peut se réaliser sur une pente abrupte avec l'utilisation de débroussailleuses à bras déporté mais cela n'est pas nécessaire dans ce cas précis.

P8. P9. P10. Les travaux en forêt et l'Office National des Forêts Landes Nord Aquitaine sont soumis au Code Forestier ainsi qu'aux prescriptions DFCI détaillées dans l'arrêté du 20 avril 2016 pour les communes Girondines, Landaises et du Lot-et-Garonne.

Les Obligations Légales de Débroussaillage sont portées à 10m pour les voies privées selon l'article L134-6 du Code Forestier : « 2° Aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur fixée par le préfet dans une limite maximale de 10 mètres de part et d'autre de la voie »

Le guide national des OLD précise que les voies entravées d'une manière ou d'une autre pour la libre circulation des véhicules routiers ne sont pas soumises aux dispositions de l'article L134-10 du code forestier.

P9. L'Office National des Forêts, gestionnaire des forêts publiques sur le territoire national, s'appuie sur un large réseau de professionnels de la forêt pour réaliser des diagnostics, des expertises et mettre en œuvre les opérations de gestion de ces

forêts. Ainsi, toute décision de travaux notamment routier sous couvert forestier ou de travaux forestiers y compris élagages et débroussailllements est réalisé par des spécialistes dans ce domaine. Les prescriptions et les interventions sont donc adaptées à l'environnement de travail : topographie, type de peuplement, risques à la lumière des prescriptions et des recommandations citées précédemment.

Fait à La Teste-de-Buch, le 03/01/2023

Le maire de La Teste-de-Buch

 Davet
Pour le MAIRE
et par délégation
Le 1er Adjoint
Gérard SAGNES

Fait à Bruges, le 03/01/2023

L'adjoint au directeur,
Agence Landes Nord Aquitaine,
Office National des Forêts

Sébastien Gendry

